

Édition des cahiers de doléances/cahiers citoyens 2018-2019 pour la Charente-Maritime
par Marie-Anne Chabin, 2024

Fontenet

code INSEE : 17165

390 habitants

Communauté de communes : Vals de Saintonge Communauté



Original aux Archives départementales de Charente-Maritime (4275W136) ; copie numérique aux Archives nationales.

Forme : 12 feuillets agrafés par 4 agrafes à gauche, paginé 1 à 12 ; 7 pages écrites ou collage (très propre).

Couverture sobre : en-tête de la mairie.

Titre : Cahier de doléances et de propositions.
7 contributions.

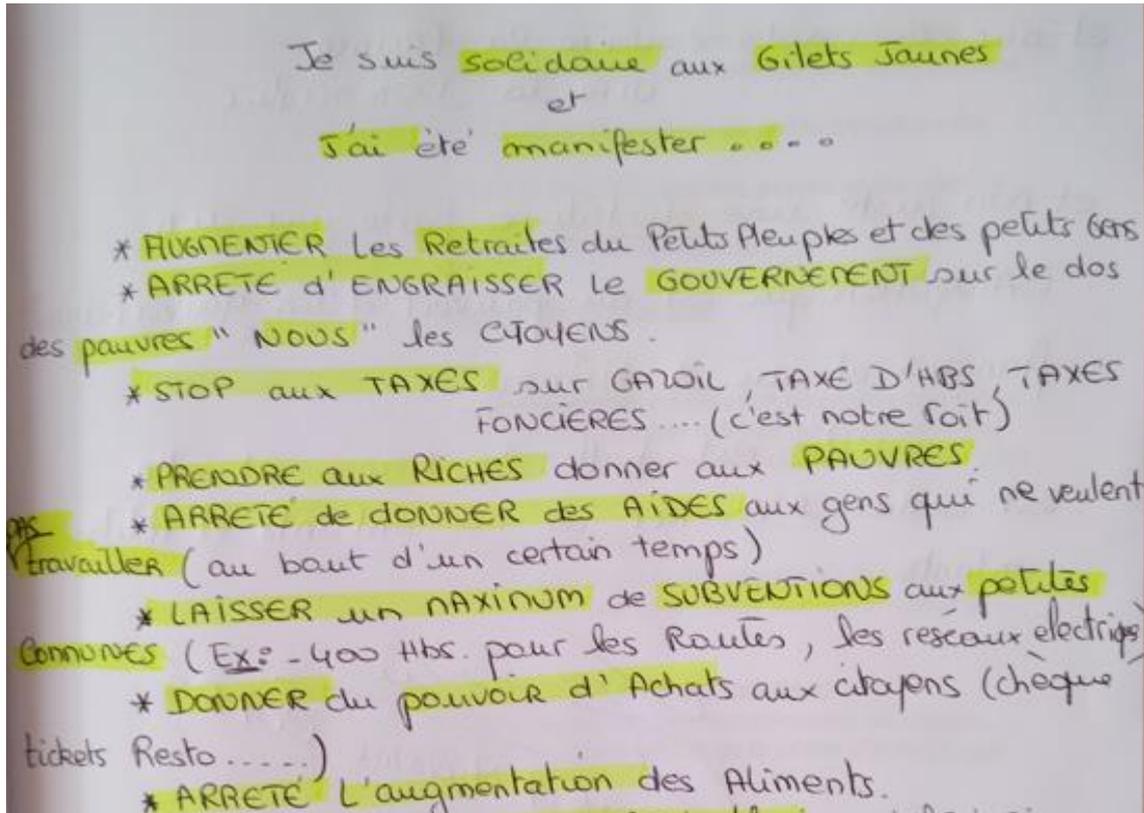
Pour en savoir plus : <https://www.marieannechabin.fr/cahiers-de-doleances-2018-2019/>

Au fronton de nos mairies, parfois de nos écoles est inscrit :

Liberté, Egalité et fraternité.

De nos jours cette phrase a-t-elle toujours la même valeur, a-t-elle un sens pour nos élus.

Est-il normal que des citoyens ne puissent vivre correctement du fruit de leur travail ? Des salariés en C.D.I. (et encore ils ont un contrat) ne peuvent parfois pas se loger tant exorbitants sont les loyers, et en nombre insuffisant. Est-il normal que certaines villes préfèrent payer des amendes plutôt que de construire des logements sociaux (honte à eux).



Règles appliquées pour l'édition des contributions

Les contributions ont été numérotées de 1 à N. La forme (manuscrite ou dactylographiée) est indiquée, ainsi que le nombre de lignes sur le cahier original et le nombre de mots de la contribution. Il est précisé, quand l'information existe, si l'auteur est une femme, un homme ou un couple.

Les noms, prénoms, adresses et numéros de téléphone ne sont pas transcrits, en référence au Règlement européen pour la protection des données personnelles (RGPD). En revanche, les données relatives à l'âge et à la profession sont reprises quand elles existent. Si la contribution est datée, la date est indiquée. Si la contribution est signée, cela est indiqué également.

Afin de faciliter la lecture des contributions, l'orthographe a été corrigée mais la syntaxe a été respectée. L'usage des majuscules et de la ponctuation a été uniformisé. Le cas échéant, quelques ajouts ou commentaires apparaissent en italique entre [].

1. Mail découpé collé, 15 lignes, 140 mots (femme)

Sujet : Ouverture d'un cahier de doléances

De : [\[prenom.nom\]@orange.fr](mailto:[prenom.nom]@orange.fr)

Date: 10/01/2019

Pour : maire@fontenet.fr

Bonjour [Prénom],

Pour le cahier ou carnet de doléances de Fontenet :

Voilà mon avis !

Où trouver des fonds ?

Réduction très conséquente des retraites versées aux anciens présidents de la République et à tous ces politiques qui cumulent les mandats uniquement pour s'en mettre plein les poches.

Prendre exemple sur la super-présidente de Croatie pour réduire le train de vie à l'Élysée et dans tous les ministères.

Remettre l'ISF.

De plus, accepter le dialogue, être à l'écoute du peuple et poser des questions par référendum ; il y en a marre de cette guerre civile !!!!! Au final, qui paiera les pots cassés ? Toujours les mêmes !

Voilà ma réflexion du jour !

J'espère que tu transmettras et que ces cahiers vont être entendus afin que la paix et la sérénité reviennent dans notre beau pays !

[envoyé de mon Galaxy A5 2017 Orange]

—

2. Dactylographié découpé collé, 22 lignes, 277 mots (homme)

[Le 13/01/2019]

Au fronton de nos mairies, parfois de nos écoles, est inscrit :

Liberté, Égalité et Fraternité.

De nos jours, cette phrase a-t-elle toujours la même valeur, a-t-elle un sens pour nos élus ?

Est-il normal que des citoyens ne puissent vivre correctement du fruit de leur travail ? Des salariés en C.D.I. (et encore ils ont un contrat) ne peuvent parfois pas se loger tant exorbitants sont les loyers, et en nombre insuffisant. Est-il normal que certaines villes préfèrent payer des amendes plutôt que de construire des logements sociaux (honte à eux).

Est-il normal que nos agriculteurs ou producteurs vendent à perte leurs produits ? Et ne puissent vivre de leur labeur ?

Dans les moments difficiles que nous vivons, que penser des nombreux avantages que cumulent nos élus (cumul des mandats, cumul des salaires, des indemnités et avantages en nature de toutes sortes, retraites...

Il est scandaleux que les anciens élus conservent des avantages alors qu'ils n'ont plus les prérogatives (voitures de fonction, personnel de sécurité et secrétariat...), nous faisons garder des propriétés d'anciens élus (président, ministre) à grand frais par les gendarmes ou autres.

Quand nous savons que certains ne peuvent financièrement et sans « à côté » finir leur mois, cela sort de l'entendement.

Nos élus fuient le terrain pour ne pas voir, entendre, sentir cette colère qui monte.

Le petit peuple en a assez d'être « la vache à lait » de certains, toujours plus de taxes pour combler des déficits engagés et qui profitent toujours qu'à un petit nombre, ou régler les âneries faites par d'autres.

Il me semblait qu'en 1789, le peuple français avait aboli les privilèges !!!

Faudra-t-il recommencer ?

[Nom Prénom]

—

3. Dactylographié découpé collé, 17 lignes, 192 mots (femme)

[Le 13/01/2019]

Je suis solidaire du mouvement des Gilets jaunes et je suis en accord avec l'ensemble de leurs doléances concernant les taxes, perte du niveau de vie, diminution des retraites.

Je pense que pour être citoyen à part entière, il est important que toute personne vivant sur le territoire français paye l'impôt selon ses revenus, les plus défavorisés 1 € par mois, donc 12 € par an... Fini l'assistanat. Soyons fier d'être citoyen français. Pour els plus aisés revenons à l'ISF.

Égalité en droits et en devoirs

Autre proposition :

Au lieu de verser une allocation « rentrée » qui malheureusement ne sert pas forcément aux enfants mais à payer des arriérés de factures, la vie est dure pour certains... Mettons la cantine gratuite à tous ces enfants scolarisés. Au moins, chacun aura un repas équilibré et chaud par jour.

Égalité en droits et en devoirs

On s'aperçoit que nos présidents, une fois élu, oublient leurs promesses ou les remettent à plus tard, à la fin de leur quinquennat.

Mettons en place le Référendum d'Initiative Citoyen. La parole doit être donnée au peuple, pas seulement aux élus.

Égalité en droits et en devoirs

[Nom Prénom]

—

4. Manuscrit (mots surlignés en jaune), 35 lignes, 245 mots

Fontenet

Le 15/01/2019

Je suis **solidaire** aux **Gilets jaunes**

et j'ai été **manifester**...

Augmenter les **retraites** du petit peuple et des petites gens.

Arrêter d'engraisser le **gouvernement** sur le dos des **pauvres**, « **nous** », les citoyens.

Stop aux taxes sur gazoil, taxe d'hab, taxes foncières... (c'est notre toit).

Prendre aux riches, donner aux **pauvres**.

Arrêter de donner des aides aux gens qui ne veulent **pas travailler** (au bout d'un certain temps).

Laisser un maximum de **subventions** aux **petites communes** (Ex : 400 hbs pour les routes, les réseaux électriques).

Donner du **pouvoir d'achat** aux citoyens (chèque tickets resto...).

Arrêter l'augmentation des aliments.

Réglementation des 80 km/h injustifié ; si pour renflouer les caisses de l'État.

Inadmissible !!

Apprendre l'arabe en CP, alors que nos enfants ont du mal à s'exprimer déjà en français.

C'est irrationnel !!

Donner de l'argent des contribuables aux migrants : regardons !! dans notre France les **SDF** qui vivent près de nos portes.

Comment pouvons-nous **changer de véhicule** alors que nous **crevons de faim !!**

En conclusion

Tout ceci n'est que **quelques indifférences** de notre **gouvernement qui se fout** de ses citoyens [*fin de la page*]

Suite -> **MR MACRON = DÉMISSION**

CITOYENS = DROITS À RIEN

et sur ces mots : Vive la France, Vive la Démocratie

et non juste une **dictature** faite par un banquier qui est au pouvoir d'un gouvernement français et oui le **nôtre**.

Elle est belle la France et elle est belle l'avenir de nos enfants et petits-enfants.

[Signature]

Et Mr et Madame [Nom] [*autre écriture*]

5. 2 pages dactylographié découpées collées, 75 lignes, 716 mots

[sans date]

Depuis l'arrivée au pouvoir du président de la République Emmanuel Macron, que voyons-nous ?

Des cadeaux fiscaux pour les plus riches : suppression de l'ISF, *flat tax*, réforme de l'*exit tax* et des milliards distribués aux entreprises sans aucune contrepartie.

Et pour nous autres, qui peinons à vivre dignement de notre travail ou de notre retraite ?

Hausse de la CSG, des taxes, baisse des APL, gel des pensions de retraite ou des prestations familiales...

Il est temps de mettre fin à l'injustice sociale et fiscale !

QUELQUES IDÉES

Augmenter les salaires

Augmenter le salaire minimum provoquerait une réaction en chaîne des grilles salariales qui permettrait de rompre avec les bas salaires qui désespèrent la majorité des travailleurs. L'augmentation du pouvoir d'achat produirait un effet de relance sur l'économie.

Baisser les taxes sur le carburant

Arrêter de pénaliser ceux qui n'ont pas le choix de l'endroit où ils vivent et de l'endroit où ils travaillent, et sont contraints d'utiliser leur voiture pour se déplacer.

Verser la prime d'activité sur la fiche de paie

L'administration fiscale connaît en temps réel les rémunérations de chacun. Elle peut donc calculer instantanément le montant de la prime d'activité, qui serait ainsi versée de façon automatique.

Imposer plus justement

Les bas revenus sont trop taxés en France, notamment par la CSG-CRDS au taux de 9,7 % en 2018. Les foyers modestes ne devraient pas avoir un taux d'imposition de base plus élevé que 90 % des foyers imposables sur le revenu.

Redistribuer le CICE

En 2019, les entreprises devraient toucher deux fois la somme : au titre du crédit d'impôt et sous forme de baisse directe des cotisations sociales employeurs. Cette mesure n'ayant pas apporté la preuve de son efficacité, utiliser cette enveloppe à un autre usage.

Imposer les entreprises et les plus riches

Les baisses d'impôts pour les entreprises et les plus riches se succèdent en France depuis plus de 10 ans. Le taux le plus élevé de l'impôt sur le revenu, pour les contribuables les plus aisés, baisse depuis 30 ans : 60 % au début des années 1980, 45 % aujourd'hui. Les plus riches doivent contribuer davantage.

Imposer les multinationales

Imposer les multinationales, type GAFa, sur leur part de profit total, proportionnellement aux ventes réalisées sur le territoire français.

Créer un ISF vert

En matière d'émission de gaz à effet de serre, les plus riches, par leur style de vie, par les produits et services qu'ils consomment, produisent un impact climatique considérable, chacun émettant en moyenne 17 fois plus qu'un citoyen lambda. Imposons-les !

Lutter contre la fraude fiscale

Soixante à 80 milliards d'euros d'impôts échappent chaque année à l'État. Mettre en œuvre un véritable plan de lutte contre la fraude et l'optimisation fiscales.

Ne pas ratifier les accords de libre-échange

La ratification par la France d'accords de libre-échange, façonnés par et au profit des multinationales, menace les consommateurs, l'emploi, la santé, l'environnement et le climat.

Réduire les inégalités entre ruraux et urbains

Les ruraux méritent autant de considération que les habitants des villes. Or, en campagne, les services publics se réduisent et disparaissent comme une peau de chagrin pour se concentrer dans de grands centres urbains.

Retour à la limitation de vitesse à 90 km/h

L'abaissement de la vitesse à 80 km/h ne tient pas compte des particularismes de la ruralité et n'est justifiée par aucune étude sérieuse.

Plus de représentativité à l'assemblée

Les citoyens ne se reconnaissent pas dans l'offre politique qui leur est présentée. Introduire une large part de proportionnelle afin de retrouver une forme de représentativité à l'Assemblée.

Créer le référendum d'initiative citoyenne (RIC)

Créer un dispositif plus simple que le référendum d'initiative partagée prévu par la Constitution, afin de : proposer des lois ; demander l'abrogation d'une loi, révoquer les élus ; modifier la Constitution ; approuver ou non des traités.

Affirmer et transmettre la laïcité

Affirmer plus fermement et transmettre plus efficacement ce levier d'intégration qu'est la laïcité, qui permet de rassembler tous ceux qui vivent en France, quelles que soient leurs origines religieuses ou ethniques, qu'ils soient croyants ou non, sans la moindre distinction.

Réguler l'immigration

Réduire de manière drastique le nombre d'entrées afin de lutter contre le dumping social, l'appauvrissement des classes populaires et mieux intégrer les arrivants légaux. Reconduire dans leur pays les déboutés du droit d'asile.

6. Manuscrit, 8 lignes, 51 mots (femme)

Le 17/01/2019

Habitante d'une commune rurale, pas de services (transport, commerce...).

Augmenter les retraites.

Fermeture et éloignement des services publics.

Vu l'augmentation des produits de première nécessité et les charges fixes, il est nécessaire de suivre mon budget très précisément.

Dépendante de ma famille, pour mes déplacements, notamment médicaux car aucune autre possibilité.

Mme [Prénom Nom]

—

7. Manuscrit, 5 lignes, 35 mots (femme, même écriture que n° 6 mais nom différent)

Le 17/01/2019

Augmenter les retraites.

Habitante d'une commune rurale, j'utilise ma voiture très régulièrement pour tous les achats (nourriture, vêtements...), les rendez-vous médicaux. Les prix du gazole et ses fluctuations ont un fort impact sur mon budget.

Mme [Prénom Nom]

[FIN]